Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

26/27 | 2003
Varia

Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome IV : 1842-1846. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2001, 773 p. *Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome V : 1847-1849. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2002, 805 p.* *Autour de Lamartine. Journal de voyage, correspondances, témoignages, iconographie. Études réunies par Christian Croisille et Marie-Renée Morin, Cahiers d'études sur les correspondances des XIX^e et XX^e siècles, n°12, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2002, 251 p.*

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/758>

DOI : 10.4000/rh19.758

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 356-363

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

« *Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome IV : 1842-1846. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2001, 773 p.* *Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome V : 1847-1849. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2002, 805 p.* *Autour de Lamartine. Journal de voyage, correspondances, témoignages, iconographie. Études réunies par Christian Croisille et Marie-Renée Morin, Cahiers d'études sur les correspondances des XIX^e et XX^e siècles, n°12, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2002, 251 p.* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 26/27 | 2003, mis en ligne le 23 juin 2005, consulté le 28 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/758> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.758>

Ce document a été généré automatiquement le 28 février 2022.

Tous droits réservés

Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome IV : 1842-1846. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2001, 773 p.

Correspondance d'Alphonse de Lamartine (1830-1867). Tome V : 1847-1849. Textes réunis, classés et annotés par Christian Croisille, Paris, Honoré Champion, 2002, 805 p.

Autour de Lamartine. Journal de voyage, correspondances, témoignages, iconographie. Études réunies par Christian Croisille et Marie-Renée Morin, Cahiers d'études sur les correspondances des XIX^e et XX^e siècles, n°12, Clermont-Ferrand,

Presses universitaires Blaise Pascal, 2002, 251 p.

- 1 Guizot cite à quelques reprises le nom de celui qui fut son successeur à la tête du gouvernement de la France : ainsi recommande-t-il à la jeune Henriette (dix ans) de lire et d'apprendre par cœur les *Harmonies* et se révèle-t-il lui-même lecteur de *l'Histoire de la Restauration* ou des *Entretiens littéraires*. Autant dire des travaux alimentaires, rédigés par l'homme d'État déchu pour tenter de combler le trou abyssal de son endettement. Le volume intitulé *Autour de Lamartine*, publié par le Centre de recherches révolutionnaires et romantiques de Clermont-Ferrand, à la tête duquel Pascale Jonchière a succédé à Simone Bernard-Griffiths, apporte au lecteur une brassée de lettres (une quarantaine) inédites couvrant les années 1815-1868, grâce à William Fortescue et Marie-Renée Morin. Lettres importantes, par leurs destinataires (d'Haussez, Adolphe Blanqui, É. Pelletan, Wellington, V. Hennequin, Dumas fils, etc.), qui montrent le passage du Lamartine « blanc » de la Restauration, à la recherche d'une place, à l'opposant de la monarchie de juillet, promoteur de « la grande et sainte idée démocratique », acquise « par accroissements réguliers et non par convulsions violentes », mais refusant les invitations aux banquets réformistes. Le chef du gouvernement de 1848 s'évertue à gagner la neutralité et même l'appui de la Grande-Bretagne. Au lendemain de sa chute, dont décembre 1848 est le point d'impact, Lamartine se trouve alors dans la position de son prédécesseur Guizot, mais en définitive plus isolé, ne bénéficiant pas des mêmes réseaux, et surtout englué dans des problèmes financiers jamais résolus. Polygraphe parfois pressé, Lamartine écrit sur tout, quitte à omettre parfois de mettre des guillemets à ses emprunts... Enfin Christian Croisille donne trente-cinq lettres de Marianne de Lamartine, essentiellement centrées sur les activités littéraires et éditoriales de son mari pendant l'année 1852.
- 2 La correspondance de Lamartine a déjà été partiellement publiée – on se souvient ainsi des lettres échangées avec le fidèle ami Aymon de Virieu. Mais aucune tentative scientifique globale n'avait été envisagée avant celle de Christian Croisille. Les années 1840 sont des années centrales dans la carrière politique du poète, de la gloire à la déchéance politique et même matérielle. Concernant les années 1842 à 1846, Christian Croisille en résume ainsi les faits dominants : passage du député Lamartine dans l'opposition, premières sérieuses difficultés financières et genèse de *l'Histoire de Girondins*. Converti définitivement aux valeurs de la démocratie et de la Révolution française, Lamartine entreprend alors une carrière politique, en même temps qu'une carrière d'historien. Il n'est certes pas le premier ni le dernier ; d'autant plus qu'écrire l'histoire de la Révolution, c'est aussi une manière de faire de la politique, tant ce passé est encore chaud, voire brûlant, et pèse dans le débat comme référence incontournable. Lourdemment endetté, Lamartine se doit de trouver des revenus : cela explique également ses projets éditoriaux, d'autant qu'il renonce définitivement à la poésie, qualifiée de « sublime enfantillage ». Encore a-t-il bien du mal à trouver un éditeur pour ses *Girondins*. À partir de 1843, débute le permanent jonglage financier avec les

créanciers. La faillite menace et avec elle la fin d'une carrière politique tellement désirée. Emprunts aux amis, réduction de la durée de son séjour parisien annuel, « régime de l'étudiant de 25 ans », Lamartine épuise toutes les issues, et, sans craindre le paradoxe, s'offre un voyage italien qui le mène à Naples et à Ischia. Il faudrait vendre Saint-Point et ses vignobles, mais il ne peut s'y résoudre. Il continue à tenir table ouverte à Monceau, où il reçoit notamment le baron d'Eckstein ; la visite de Liszt apparaît comme un temps fort de la vie mondaine au château. Parallèlement, il fonde le *Bien public*, « son » journal, à Mâcon et, périodiquement, il rêve d'avoir « son » journal au plan national, sans y parvenir avant 1848. Grâce à la très précise chronologie fournie en amont de chaque année de la correspondance, on peut replacer l'action de Lamartine dans le contexte général. Rappelons seulement que l'élection ou la réélection du député de Mâcon-ville (ainsi en 1842) ne mobilise que quelque 300 électeurs, faisant de ce type de consultation une affaire de relations, d'influence personnelle, de sociabilité partagée entre notables. On trouvera également dans chaque volume de cette correspondance un précieux index des correspondants. Parmi ceux-ci, figurent des noms attendus, comme une bonne partie du personnel politique et publiciste (Barrot, Bastide, Carnot, Considérant, Dupin, Girardin, Ordinaire, Thiers, et même le futur Napoléon III) ou littéraire et artistique (Marie d'Agoult, Béranger, Hugo, Michelet, Sand, Tocqueville, etc.). Mais, en importance numérique, ce sont l'ami Aimé-Martin, promu un peu malgré lui homme d'affaires du grand homme, et la jeune nièce Valentine de Cessiat qui l'emportent. L'un et l'autre reçoivent, sur un ton différent, des confidences, des demandes variées, des propos plus intimes.

- 3 Comme dans la correspondance de Michelet, certains échanges épistolaires relèvent de la condition même de Lamartine écrivain, complimentant ceux qu'il estime ses égaux en célébrité : ainsi de Hugo, de Béranger, de Michelet, de Sue, de George Sand, ce qui ne signifie pas qu'il ne soit pas sincère. La question de la sincérité de Lamartine se pose d'ailleurs lorsqu'il saisit sa correspondance comme une tentative d'autoportrait en incompris, vivant isolé dans la solitude de Paris en pensant au bonheur de sa campagne, etc. C'est alors Valentine de Cessiat qui est la destinataire de ces (fausses ?) confidences : seule une jeune fille admirative est peut-être à même de ne pas s'apercevoir de la tendance de Lamartine à prendre la pose, comme le remarque Christian Croisille. En ces années 1840, Lamartine jouit surtout de ses succès parlementaires : l'orateur est salué, voire redouté. Il ne refuse pas les mondanités : on imagine – avec envie – le dîner organisé par Delphine Gay et réunissant Lamartine, Hugo et Balzac le 17 juin 1846... Il est aussi fêté chez lui, dans le Mâconnais – il préside le conseil général de Saône-et-Loire –, avec le fameux banquet de juin 1843, et ailleurs ; George Sand et Marie d'Agoult le congratulent. Après le discours dans lequel, en janvier 1843, il officialise sa rupture avec le gouvernement, Lamartine écrit à sa nièce : « Rien depuis 1789 ne peut vous donner une idée de l'émotion et du fanatisme d'opinion publique produits par mon acte et par mon premier discours ». Il n'est certes pas dupe de ce succès et des soutiens qu'il reçoit ; en permanence, Lamartine exprime une sorte de distance gardée avec la chose publique et ses compromissions. Certes, l'homme ne dut pas être insensible à la double comparaison avec Virgile et Mirabeau... Lui-même, non sans fierté, rapporte à sa nièce qu'il est alors considéré comme « le lion du parlement ». Son mètre-étalon, en terme de popularité parlementaire, c'est le Lafayette de 1829, entamant, telle une *rock star* actuelle, une tournée triomphale en France. À plusieurs reprises, il s'attribue des interventions décisives dans le cours de la politique gouvernementale, se flattant par exemple d'avoir empêché la guerre en 1840. Mais

Lamartine sait aussi manier l'humour, s'excusant par exemple du style d'une lettre adressée à Béranger, car rédigée « au milieu d'une commission parlementaire où l'on parle patois ».

- 4 Les positions de Lamartine sont clairement exprimées et revendiquées : ainsi se prononce-t-il pour le chemin de fer – il préside la commission parlementaire en charge de ce dossier – ou contre les fortifications, et de belle, précoce et constante manière, contre l'esclavage ; de même dénonce-t-il les méthodes de la colonisation militaire en Algérie qui ne peuvent que séparer les deux communautés. Sur le plan religieux, il refuse de s'associer aux mesures anti-jésuites et proclame son attachement à la religion – cela lui vaut les compliments de Montalembert. Il refuse la présidence de la Chambre que lui offre Guizot. Dès l'automne 1842, il ne cache pas vouloir conquérir le pouvoir, faire de la « grande » opposition ou encore de l'opposition nationale, digne de 1815 ou de 1830. Il dénonce le monopole bourgeois que le gouvernement entend substituer au monopole aristocratique. Son modèle, c'est, au sens strict du terme, 89 contre 93, Mirabeau contre Robespierre. C'est dire s'il est loin des « jacobins » : son cénacle, c'est encore l'opposition dynastique. Sa référence ultime, c'est Voltaire, de très loin préféré à Rousseau. Ses compagnons de lutte s'appellent au départ Barrot – mais il va s'éloigner de celui-ci –, Dupin ou Girardin, beaucoup moins Tocqueville, Beaumont ou Courcelles, autres libéraux déçus du régime, mais restés méfiants vis-à-vis d'un Lamartine jugé un peu trop louvoyant et peu fiable. Le député agit et emporte parfois la décision, notamment dans la décision du tracé des futures lignes ferroviaires, alors qu'il est sollicité par de nombreuses municipalités. Lorsque l'opposant en appelle à l'honnêteté, il est crédible. Parmi les politiques qu'il critique, figurent Guizot, Molé, Dufaure, Salvandy et plus encore Thiers avec lequel l'affrontement est rude sur la question des fortifications de Paris. Le régime de Louis-Philippe est analysé comme un système usé et ennuyeux, tourné vers le passé et non l'avenir. Quant aux moyens d'arriver au but, Lamartine préfère le « mouvement régulier » à la révolution. Commentant l'adulation qui l'entoure à partir de 1843, il parle à plusieurs reprises de « fanatisme » ou des « masses » : il se refuse à subir la loi d'un « peuple échappé ». Paix, humanité, unité, tels sont les principes qu'il entend défendre. S'il se rallie à la démocratie, il entend que celle-ci se tienne à égale distance de l'aristocratie et de la république. Libéral, démocrate, progressiste, patriote, mais pas révolutionnaire, ni républicain, ni belliciste, car pas jacobin : Lamartine repousse le vieux « révolutionnarisme » et reste monarchiste. Il ne conçoit pas agir autrement que dans le cadre légal, celui défini par la Charte de 1830. Le mot d'organisation résume sa conception du but en politique : organiser les idées, les choses et les hommes, afin d'arriver à l'unité et d'éviter la violence. Plus que tout, le chef de l'opposition malgré lui, en quelque sorte, veut rester libre de toute entrave partisane. Il se plaît et même se complaît dans le rôle du pur, du naïf, de l'incompris, du repoussé par la coterie des intrigants ou des malhonnêtes, refusant, lui seul, la brigue, prédisant alors la mort de la politique. Il se dit dégoûté de la Chambre, qu'il qualifie d'odieuse, prophète prêchant dans le désert, mais la tribune lui est indispensable. Il ne cesse, dans ses missives à Valentine, de décrire ses succès, mieux : ses triomphes d'orateur parlementaire, augmentés des journaux qui l'encensent et de la moitié de Paris prête à l'élire à tout instant... Comme Foy sous la Restauration, Lamartine possède le rare talent d'improviser – et se trouve de fait contraint, parfois, de reconstituer ensuite ses discours pour les imprimer.

- 5 À partir de 1845, Lamartine semble s'intéresser davantage à la question sociale en général et à l'organisation du travail en particulier. Il se montre sensible aux effets de la brutale dégradation de la conjoncture économique qui marque l'année 1846. Sur sa fortune personnelle, il donne 3 000 francs au bureau de bienfaisance de Mâcon. Il attaque les capitalistes qui font de la Chambre une sorte de Bourse. Comme Tocqueville, Michelet et d'autres, il dénonce un gouvernement de boutiquiers et de négociants. Réélu triomphalement en 1846, Lamartine paraît alors à l'acmé de sa carrière politique et soupire d'autant plus d'aise que l'héritage d'une tante morte nonagénaire semble le sortir de l'ornière des dettes. Son jugement sur le pays, le régime et les politiques est de plus en plus sévère, comme en décembre 1846 où il affirme : « Le roi est fou ; M. Guizot est une vanité enflée ; M. Thiers, une girouette ; l'opposition, une fille publique ; la nation, un Gêronte ». Les années suivantes – 1847-1849, regroupées dans le tome V – sont lamartiniennes en diable : Christian Croisille souligne l'étonnant destin de cet homme adulé pour ses travaux historiques (*l'Histoire des Girondins* est un vrai best-seller, malgré une actualité historique saturée de publications sur la Révolution, l'Empire et le Consulat, avec la parution des travaux de Thiers, de Michelet, de Louis Blanc, d'Esquiros), devenu le chef de la France républicaine pour quelques mois, avant de retomber dans l'anonymat et la lutte perpétuelle avec ses créanciers. Années centrales, donc, et au total plutôt cruelles pour un Lamartine qui n'a peut-être pas un sens très développé d'homme d'État et qui ne semble guère avoir retenu de leçons de l'histoire.
- 6 Le triomphe remporté par les *Girondins* apporte à Lamartine un contentement proche de l'orgueil (« mon petit Austerlitz », « un évangile nouveau »). L'historien succède au poète avec un égal bonheur : le fait est suffisamment rare pour être souligné, même si, de ci, de là, certaines voix comparent l'histoire lamartinienne à de la poésie : mais, après tout, n'a-t-on pas dit la même chose de l'œuvre contemporaine de Michelet ? L'abondant courrier que reçoit Lamartine, avec son lot de demandes de rectifications et de lettres outrées de survivants ou de descendants de personnages plus ou moins égratignés, rend compte de la fortune éditoriale de l'œuvre, qui semble capable d'éponger l'endettement abyssal de son auteur. Qu'importe, au fond, les critiques du fils de Lafayette ou de fils de Girondins, les réticences du baron d'Eckstein, etc. ; mais Lamartine doit aussi se défendre d'avoir voulu réhabiliter Robespierre et certains, comme Guyard, de sensibilité fouriériste, n'hésitent pas à mettre en cause sa documentation et sa méthodologie. Tout cela ne perturbe guère Lamartine, salué à chacun de ses déplacements en province, comme à Marseille, et dont l'apothéose a lieu lors du célèbre banquet du 18 juillet auquel assistent, dit-il avec fierté, de 1 500 à 2 000 femmes, et de 6 à 7 000 personnes au total. Lamartine garde pourtant le cap : pas question d'encourager la révolution. Il dit son hostilité, constamment réitérée, au socialisme et au communisme. Propriété et famille, capital et travail restent les piliers de l'ordre social. La palette de ses correspondants s'élargit : Barbès, Cabet, Olinde Rodrigues, mais aussi Custine lui écrivent, sans oublier Michelet qui ne cache pas son dissentiment sur Robespierre et sur le rôle de l'Église. Lorsque le climat politique et social se durcit, Lamartine saute le pas : la révolution de février le propulse sur le devant de la scène. L'action rencontre l'histoire : de plus, le hasard (?) veut que Michelet et Lamartine aient eu un échange épistolaire les 22 et 23 février. Le « O'Connell français » accède à la tête de lourdes responsabilités sans que la quasi-totalité des forces politiques ne discute alors sa légitimité. On sait la suite.

- 7 Début mars, un des collègues et proches de Lamartine au Conseil général de Saône-et-Loire, Dupuy, le félicite, ajoutant : « Prions Dieu que ta main reste ferme ». Le pacifiste Lamartine, exaltant la fraternité des classes comme celle des peuples, incarne alors à merveille l'esprit quarante-huitard, mais ne semble pas réaliser la gravité de la détresse ouvrière. Il surmonte les journées révolutionnaires de 1848, s'autoproclame « le dieu du Paris honnête », vitupère de plus en plus fortement les « patriotes exagérés », les démagogues, les clubistes, les rouges, les communistes, les socialistes de toutes obédiences. Lamartine semble craindre par dessus tout une évolution de la révolution vers la guerre européenne, un passage subit de 1789 à 1792. Il fait tout pour rassurer les chancelleries, comme on le sait. Il soutient de nombreux candidats modérés aux élections législatives, et considère le vote des Français en avril 1848 comme une victoire personnelle. Il doit également faire face à une avalanche de courrier, dont de nombreuses sollicitations et autres demandes de place, signées des plus grands noms (Balzac, George Sand, etc.). Il maintient le contact avec la gauche radicale et socialiste, de Barbès à Cabet, en passant par Considérant. La fête et la revue du 20 avril (« l'insurrection calme, forte et pacifique de l'ordre contre le terrorisme et le communisme ») apparaît comme l'apogée de sa popularité. Il est élu député par dix départements. Mais avec le 15 mai, la machine se dérègle ; l'insurrection de juin 1848 porte le coup de grâce. En quelques jours, tout le crédit politique accumulé en plusieurs années est perdu. Lamartine n'a pas su faire régner l'ordre. Très vite, il comprend l'étendue des dégâts, tente de se justifier. Il redevient président du Conseil général de Saône-et-Loire, mais sa carrière au plan national est terminée. Reste à boire le calice de l'élection présidentielle de décembre 1848 : comme le remarque Christian Croisille, Lamartine apparaît comme un candidat malgré lui, ne faisant pas vraiment campagne, mais espérant que son nom suffirait. Il s'est prononcé pour l'élection au suffrage universel masculin : celui-ci lui accorde autour de 20 000 voix, score dérisoire. Comme unique explication à sa déchéance, Lamartine évoque « la plus noire, la plus bête et la plus universelle ingratitude ». Dans son propre département, la Saône-et-Loire, il recueille environ 2% des voix.
- 8 Son aigreur redouble contre les démagogues, sectaires, rouges et toutes les écoles socialistes, y compris les saint-simoniens, ce qui lui attire une vive et belle réplique d'Enfantin. Mais il montre également du doigt Thiers et le parti de l'Ordre, qui s'agite dans l'ombre et dont c'est la revanche après la débâcle de février. Il stigmatise « une république se dénouant par une parade de Franconi. Un chapeau sans tête pour symbole ». Les soucis financiers reprennent le dessus : la correspondance de 1849 est littéralement truffée d'appels au secours, de montages financiers en tout genre, souvent hypothétiques, de propositions de travaux alimentaires littéraires les moins exaltants. Lamartine en vient à écrire au sultan de l'Empire ottoman pour obtenir une concession agricole, dans la région de Smyrne, où il compte se retirer, une fois ses propriétés vendues et ses dettes remboursées. L'Orient comme échappatoire... Battu à Mâcon aux élections du 13 mai, Lamartine est repêché aux élections complémentaires du 8 juillet : élu dans son département, il opte pour le Loiret, qui l'a également élu, mais n'y mettra jamais les pieds. Entre des maladies à répétition et la pression des créanciers, il devient un intermittent de la politique, n'intervenant plus à l'Assemblée, où il se rend peu. Il règle alors ses comptes avec ses anciens alliés au sein du gouvernement, en particulier Ledru-Rollin, dont il se dit séparé par « la distance de la liberté à la tyrannie et de la république à l'anarchie ». Il dispose d'une feuille depuis avril 1849, *Le Conseiller du peuple* : la violence anti-radical de certains articles met mal à

l'aise de sincères républicains, tout comme ses attaques contre les instituteurs, accusés, de façon manichéenne, d'être des communistes ou des anarchistes – il reçoit alors les félicitations de Dupin... Un journaliste, Dufour, ex-gérant du *Peuple du Puy-de-Dôme*, lui adresse une superbe lettre témoignant et d'un sens historique, et d'un sens politique qui semblent avoir déserté Lamartine. Brisé, ce dernier refuse la présidence du Congrès de la paix, qui échoit à Hugo. Son *Histoire de la Révolution de 1848* ne reçoit pas l'accueil des *Girondins*. Il lui faut mettre en vente Milly, mais les acheteurs à prix honnête ne se bousculent pas.

- 9 En novembre 1849, Lamartine est lucide lorsqu'il écrit : « Ma vie politique est finie ». Mais il lui reste vingt ans à vivre, de fait vingt ans à faire face à ses dettes. A lire ces deux volumes d'une période absolument centrale dans sa vie, on comprend mieux sa personnalité. Grâce à l'appareil critique élaboré par Christian Croisille, grâce à un choix judicieux dans la correspondance passive, on suit de manière précise l'évolution de sa pensée et de ses sentiments. Il y a naturellement une part d'afféterie dans ces lettres qui n'échappent pas toujours au genre épistolaire et à ses conventions. Mais l'homme Lamartine s'y met parfois à nu, sans chercher à dissimuler tant ses joies que ses peines. Crédule et naïf parfois, goûtant les joies de la célébrité plus que du pouvoir, on le sent peu capable de se mettre en opposition avec ses collègues du gouvernement comme avec ses admirateurs. Devenu homme d'État, il semble avoir perdu quelques-unes des qualités qu'il cultivait dans l'opposition à Louis-Philippe – la lucidité, la capacité à s'opposer à ses propres amis politiques, le parler vrai. Il soutient Cavaignac en juin 1848 et encore en décembre parce qu'il voit en lui un homme fort, mais se montre incapable à plusieurs reprises de prendre des décisions fortes : peur de faire couler le sang ou de perdre sa popularité, ou les deux ? L'exercice du pouvoir, au sommet de l'État, est un révélateur : Lamartine n'en sort pas grandi et la virulence de ses propos dans l'après-coup montre que cet homme n'a pas su comprendre ce qu'étaient la misère et la souffrance des classes populaires. Lorsqu'il faut choisir son camp, il opte pour celui de la conservation et de la répression. Il ne s'agit pas tant de lui en faire reproche – plus simplement d'énoncer des faits – que de mettre en évidence le fossé existant entre le discours et la pratique. Ce qui revient à dire aussi que la culture politique de Lamartine pose problème : la Révolution de Février, c'est aussi l'émergence et la confrontation d'une autre culture politique qu'à tout prendre un Thiers ou un Louis-Napoléon Bonaparte ont su mieux saisir que Lamartine. Celui-ci, pour dire les choses simplement, n'a pas su choisir son camp : en révolution, cela ne pardonne guère.